

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 14/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EUROAIRPORT

Aéroport de Bâle – Mulhouse

PLATEFORME AEROPORTUAIRE

BP 60120

68300 Saint-Louis

Références : 0006700434_2023_12_06_EUROAIRPORT-STEI_VIIC-Rejet-eau
Code AIOT : 0006700434

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement EUROAIRPORT implanté Aéroport de Bâle – Mulhouse Service Environnement Plateforme Aéroportuaire STEI 68300 SAINT-LOUIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2019 sur la région Grand Est seulement 9 % des masses d'eau sont en bon état écologique et chimique, contre 46 % en mauvais état pour ces deux critères. L'effort à consentir pour l'atteinte du bon état des masses d'eau à horizon 2027 (fixé dans les SDAGE Rhin-Meuse et Seine-Normandie en Grand Est) est encore grand, et les freins pour l'atteinte des objectifs sont nombreux. Un croisement entre les données de qualité du milieu et les données en matière de rejets a donc été effectué pour réviser les priorités de l'inspection pour le cycle SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) 2022-2027.

L'action consiste dans ce cadre d'une part en un examen de la robustesse des prescriptions préfectorales pour tous les rejets aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et d'autre part en un contrôle du respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets tels qu'ils existent (notamment en vue de vérifier la justesse des résultats analytiques transmis dans le cadre de l'autosurveillance).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROAIRPORT
- Aéroport de Bâle – Mulhouse
- Plateforme Aéroportuaire
- Service Environnement STEI BP 60120
- 68300 Saint-Louis
- Code AIOT : 0006700434
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Euroairport (Aéroport de Bale - Mulhouse) exploite une station de traitement des eaux industrielles (STEI) dans l'enceinte de l'établissement de Saint-Louis.

Au titre des ICPE, la société EUROAIRPORT sur son site de Saint-Louis, est autorisé à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, par l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des rejets eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Compatibilité milieux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22_point 2_I-II	Lettre de suite préfectorale (Prescription inadaptée)	4 mois
5	Caractère adapté des valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34	Lettre de suite préfectorale (Prescription inadaptée)	4 mois
6	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Lettre de suite préfectorale (Prescription inadaptée)	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
3	Caractéristiques des rejets	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 4.3.2	Sans objet
7	Constitution des échantillons	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60_point-2	Sans objet
8	Respect des normes de mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
10	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1- point II	Rappel sur le respect de ces dispositions repris dans la Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant postérieurement à l'inspection permettent de mettre en avant la non-conformité suivante :

- **Point de contrôle n°1:** incomplétude du plan général des réseaux d'alimentation et de collecte appartenant à l'installation.

Par ailleurs, le service d'inspection a relevé que l'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation des campagnes d'analyses pour identifier et caractériser les éventuels rejets en PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, en provenance des eaux de ruissellement du périmètre ICPE de l'installation. L'échéance fixée par la réglementation pour débuter cette campagne est au 27/12/2023.

Enfin, certaines dispositions actuellement opposables au site (compatibilité milieu, valeurs limites d'émissions) ne sont plus en adéquation avec les dispositions ministérielles opposables aux

installations. De fait, il convient que l'exploitant fournisse à l'inspection des installations classées les éléments permettant d'acter du positionnement de l'exploitant quant à ces dispositions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. [...]
Constats : Postérieurement à l'inspection, afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">• un plan des réseaux d'assainissement de la zone sud de la plateforme aéroportuaire avec recensement des réseaux d'eaux industrielles convergents vers la STEI ainsi que le détail des réseaux relatif à la gestion des eaux pluviales ;• un plan synoptique du fonctionnement de la STEI (schéma de l'installation de traitement) ;• un plan synoptique faisant apparaître les différents compteurs relatifs aux rejets des eaux industrielles provenant des ICPE (en implant sur la plateforme aéroportuaire) possédant une convention de déversement avec la STEI. Après analyse par l'Inspection de ces documents, il a été constaté que ceux-ci (en plus de ne pas être sur un seul plan) sont incomplets. En effet, concernant les eaux industrielles, il apparaît que l'installation de pré-traitement possède des dispositifs de type « vannes, compteurs et points de prélèvements ». Ces éléments sont présents sur l'ensemble des synoptiques mais à défaut de « légende » ne sont pas clairement identifiables. De plus, à l'examen du plan transmis relatif aux réseaux d'eaux pluviales, les dispositifs de type « séparateur hydrocarbures et point de prélèvement » ainsi que les réseaux des eaux de ruissellement qui sont collectées sur l'aire de stationnement située devant la station de prétraitement ne sont pas précisément caractérisés. Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.
Observations : Il appartient à l'exploitant de réaliser un plan général des réseaux d'alimentation et de collecte appartenant à l'installation et d'y faire figurer les éléments requis par la prescription et d'intégrer une légende correspondant aux symboles présents sur le plan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). (...)

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]
Constats : Lors de la visite sur le terrain, les constats ont été effectués au sein de la ligne de processus de traitement par électro-flottation, de la station de pré-traitement. Il a été constaté la présence d'une prise d'échantillon, en sortie de station (sur la tuyauterie de rejet des eaux épurées). Cette prise d'échantillon se fait par l'intermédiaire d'une cabine de prélèvement automatique. Elle permet de constituer des échantillons à chaque traitement pour les mesures des concentrations en polluants. Des débitmètres et sondes PH/température sont mises en place sur les rejets. L'accès à la cabine d'échantillonnage et au point de prélèvement automatique se fait de manière aisée et sécurisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées uniquement par les hydrocarbures et les matières en suspension du fait du ruissellement sur des aires de stationnement ou de circulation sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures et doivent présenter une concentration maximale de 5 mg/l en hydrocarbures totaux avant rejet au réseau pluvial de l'EuroAirport (bassin ZBO 9001 puis infiltration). Les eaux pluviales des toitures sont rejetées dans une tranchée drainante ou raccordées directement au réseau pluvial de l'Euroairport.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures présent sur l'aire de stationnement de la STEI. Les eaux pluviales une fois traitées sont ensuite rejetées dans un bassin pour infiltration (bassin ZBO-9001). L'exploitant a souligné que ce séparateur d'hydrocarbures traite aussi les eaux pluviales susceptibles d'être polluées des voiries d'une majeure partie de la section sud de la plateforme aéroportuaire. En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse de la qualité des eaux pluviales en sortie de séparateur hydrocarbures effectués par un laboratoire extérieur, pour les années 2022 et 2023. Après analyse des documents transmis, il a été constaté que ceux-ci font apparaître des teneurs en hydrocarbures inférieures à 0.5 mg/l. De plus après échange avec l'exploitant et à l'éclairage des éléments transmis, il a été constaté que la fréquence de contrôle est semestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Compatibilité milieux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22_point 2_I-II
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur. II. - L'arrêté d'autorisation fixe, le cas échéant, plusieurs niveaux de valeurs limites selon le débit du

cours d'eau, le taux d'oxygène dissous ou tout autre paramètre significatif ou la saison pendant laquelle s'effectue le rejet.
<p>Constats :</p> <p>L'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets des installations. Ainsi, il apparaît qu'aucun texte préfectoral n'est venu modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 en matière de surveillance des rejets aqueux, depuis les modifications de réglementations induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant entre autres l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Aucun élément complet à disposition de l'Inspection des installations classées ne permet de conclure que ce travail d'examen de la compatibilité des rejets avec le milieu a été réalisé par l'exploitant</p>
<p>Observations :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'engager ce travail à la lumière des éléments qui sont demandés dans les points de contrôle suivants en matière de périmètre du programme de surveillance et Valeurs Limite d'Émission à mettre en œuvre. L'exploitant peut s'appuyer sur le guide ministériel du 2 avril 2018 (Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau) pour le positionnement demandé. Des outils sont par ailleurs mis à sa disposition sur le site internet de la DREAL Grand-Est.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Caractère adapté des valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait de l'article 32</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.</p> <p>[...]</p> <p>Extrait de l'article 34</p> <p>[...] Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :</p> <p>« - MES : 600 mg/l ;</p> <p>« - DBO5 : 800 mg/l ;</p> <p>« - DCO : 2 000 mg/l ;</p> <p>« - Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</p> <p>« - Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme pour le point de contrôle précédent, l'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets de l'installation. Comme mentionné ci-avant, aucun texte préfectoral n'est venu modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 en matière de surveillance des rejets aqueux, suite aux modifications de réglementation induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant entre autres l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Aucun élément, à ce jour, n'a été transmis par l'exploitant en vue de se positionner vis-à-vis des éléments cités ci-dessus.</p>

Observations : Il appartient à l'exploitant de se positionner officiellement vis-à-vis des nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. [...] "Tableau des fréquences de l'arrêté ministériel non repris par souci de lisibilité de la prescription"
Constats : Comme pour les points de contrôle précédents, l'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets des installations. Aucun élément de positionnement n'a été transmis par l'exploitant afin de pouvoir retranscrire les modifications introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017.
Observations : Il appartient à l'exploitant de se positionner officiellement vis-à-vis de ces nouvelles prescriptions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Constitution des échantillons

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60_point-2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : 2° [...]une mesure est réalisée [...], à partir d'un échantillon [...] représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Après contrôle sur l'installation de pré-traitement, l'Inspection a constaté que le point de prélèvement automatique d'échantillon des effluents est bien situé en un point représentatif du rejet des eaux épurées, en sortie de bassin de flottaison, bien en aval de tout autre point de piquage. Le prélèvement se fait par un asservissement au temps par bâchée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des normes de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au

Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.
Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Les constats ont été effectués au sein de l'installation de prélèvement en sortie de bassin de flottaison de la STEI. Après contrôle sur site et analyse des éléments transmis par l'exploitant, il a été constaté que les prélèvements sont réalisés à chaque bâchée, au moyen d'une cabine de prélèvement automatique.</p> <p>Dans le cadre de son autosurveillance, l'exploitant fait réaliser ses prélèvements par le sous-traitant de la station qui prévient son prestataire en charge de l'échantillonnage lorsqu'un prélèvement est effectué. Les analyses sont ensuite sous-traitées à un laboratoire externe.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection, les rapports d'échantillonnages pour l'année 2023 ainsi que le dernier rapport de maintenance périodique des préleveurs automatiques réalisé par le prestataire en charge des prélèvements / échantillonnages.</p> <p>À l'étude de ces documents, il est mentionné que les opérations de prélèvement et d'échantillonnage sont effectuées selon la norme française AFNOR « FD T 90-523-2 » intitulée « Guide de prélèvements pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement - Partie 2 : Prélèvement d'eau résiduaire ». De plus l'exploitant a transmis l'attestation d'accréditation (à jour, avec date de fin de validité au 30/04/2028) du prestataire de prélèvement, délivré par le comité français d'accréditation (COFRAC) permettant de justifier que les opérations de prélèvement/échantillonnage sont effectués selon les exigences de la norme NF EN ISO 19458 FD T 90-523-2. Ces conditions de prélèvement sont conformes aux recommandations du « Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE » publié par le Ministère de la Transition Écologique en février 2022, et conformément aux méthodes décrites par l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal Officiel le 22 février 2022.</p> <p>Concernant l'analyse des rejets aqueux, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées, les rapports d'analyse pour l'année 2023 du prestataire (laboratoire) agréé par le ministère en charge de l'environnement, pour les analyses des paramètres du contrôle sanitaire des eaux. De plus, ces rapports mentionnent que les analyses sont réalisées sous accréditation (à jour, avec date de fin de validité au 31/12/2024) délivrée par le comité français d'accréditation (COFRAC). Ces analyses sont réalisées selon des normes conformes à l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au Journal Officiel le 22 février 2022.</p> <p>Les éléments précédemment évoqués n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre du contrôle de recalage & Exigence d'accréditations/agréments
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les</p>

<p>deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</p> <p>Constats : Comme mentionné dans le constat précédent, l'exploitant a transmis à l'Inspection, les éléments permettant de justifier que les opérations de prélèvements, d'échantillonnages et d'analyses sont réalisées dans le cadre de son autosurveillance « normale » sous accréditation, et agrément, ainsi il n'est pas soumis à l'obligation de réalisation d'un contrôle externe de recalage.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 10 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et article 1- point II
Thème(s) : Risques chroniques, Substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées)
<p>Prescriptions contrôlées : Extrait de l'article 3 L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.[...]</p> <p>Extrait de l'article 1 Au sens du présent arrêté, on entend par : - rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ; - substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.</p>
<p>Constats : L'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées (P-FAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, prescrit notamment la réalisation de trois campagnes mensuelles d'analyses pour identifier et caractériser les éventuels rejets en P-FAS. Après échange avec l'exploitant, dans le cadre de l'application des dispositions de l'arrêté ministériel précité, celui-ci a fait réaliser en novembre 2023, trois campagnes d'analyses mensuelles consécutives en entrée et en sortie de STEI. Rencontrant des difficultés de disponibilité avec les laboratoires français agréés pour l'analyse de ces substances, les analyses ont été sous-traitées à un laboratoire situé en suède. Les résultats sont attendus pour mi-décembre 2023. À ce jour, aucun élément n'a été transmis à l'Inspection.</p> <p>A l'éclairage des dispositions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2016 (réglementant la STEI), il apparaît que des eaux pluviales susceptibles d'être polluées en provenance des eaux de ruissellement du périmètre ICPE de l'installation sont rejetées en infiltration via le bassin ZBO 9001. Il n'a pas été réalisé de campagne de recherche des PFAS pour les eaux pluviales.</p>

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, pour la rubrique 2750 de la nomenclature des ICPE, impose de réaliser le premier prélèvement avant le 27 décembre 2023 et de déclarer les analyses avant le 31 janvier 2024.

Observations :

Un rappel de ces échéances sera mentionné dans la lettre de suite préfectorale.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale